

Chère Madame, Cher Monsieur,

Nous¹, acteurs locaux, citoyens, pêcheurs professionnels, élus de communes littorales, universitaires, biologistes marins, conchyliculteurs, représentants d'associations naturalistes et environnementales, plaisanciers et pêcheurs amateurs, restaurateurs engagés dans la protection des milieux marins, membres du Conseil de gestion du Parc Naturel Marin de l'Estuaire de la Gironde et des Pertuis Charentais,

souhaitons rappeler et réaffirmer **NOTRE OPPOSITION TOTALE** à l'installation envisagée d'un parc **INDUSTRIEL EOLIEN OFFSHORE** destiné à produire de l'électricité, au large de l'île d'Oléron.

Les raisons en sont les suivantes :

1) UN PARC INDUSTRIEL ÉOLIEN PRODUCTEUR D'UNE ÉLECTRICITÉ INUTILE !

Le contexte français² (et européen) 2018 est à la stagnation de la consommation électrique (474 TWh) pour la 6^{ème} année consécutive. Il va encore légitimement faire l'objet de nouvelles 'économies d'énergie (isolation des maisons et bâtiments divers, etc) comme prévu dans la Programmation Pluriannuelle de l'Energie (PPE).

La France est exportatrice nette d'électricité en 2018 (60,2 TWh, soit 11 % de sa production totale), comme d'ailleurs la Région Nouvelle Aquitaine qui produit 130% de l'électricité qu'elle consomme.

ALORS POURQUOI SURPRODUIRE ENCORE PLUS DANS DES ESPACES NATURELS MARINS EXCEPTIONNELS ?

2) UN PARC INDUSTRIEL ÉOLIEN INUTILE FACE A L'URGENCE DU RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE !

L'électricité produite en France en 2018 est déjà décarbonée à 92%, hydroélectrique pour 12,4%, nucléaire pour 71,7%, solaire pour 1,9%, éolien pour 5,1%, bioénergies pour 1,8%. En supprimant très prochainement (2022) les centrales à charbon qui produisent « carboné », on sera à plus de 95% d'électricité décarbonée. La France sera, est déjà, avec les pays scandinaves et la Suisse, un des pays les plus vertueux du monde en termes de production d'électricité non polluante de l'atmosphère. Alors que l'Allemagne avec ses centrales à charbon et à gaz, est un des pires.

Alors **POURQUOI CROIRE** ceux qui répètent que le Parc industriel d'Oléron va sauver la planète ?

3) UN PARC ÉOLIEN DONT L'INUTILE ÉLECTRICITÉ PRODUITE COÛTERAIT PLUSIEURS MILLIARDS D'EUROS SUPPLÉMENTAIRES A L'ÉTAT ET FINALEMENT... AUX CITOYENS QUE NOUS SOMMES !

Evitons le débat sur les coûts comparés des sources de production d'électricité aux nombreuses inexactitudes et inepties. La réalité est que la stratégie gouvernementale de mix-énergétique qui ne prévoit pas de se passer du nucléaire, additionne inévitablement les coûts des différentes sources d'électricité payés par les consommateurs finaux que nous sommes. Il en serait d'ailleurs exactement de même si nous décidions de remplacer nos réacteurs nucléaires par des centrales à gaz ou à charbon comme l'ont fait les Allemands pour produire les quantités d'électricité qui leur sont nécessaires même quand il n'y a pas de vent ou de soleil, et ainsi produire comme eux d'énormes quantités de CO2 et de polluants atmosphériques. Coûts qui intègrent les gigantesques et inutiles subventions de l'électricité d'origine éolienne offshore, PUISQUE LA FRANCE EST EXPORTATRICE D'ÉLECTRICITÉ depuis des

¹ Les associations ou organisations citées dans la liste des signataires, à l'exception d'Estuaire pour tous qui n'a pas statué sur le projet, s'opposent au projet même si elles ne cautionnent pas forcément tous les arguments avancés

² Sources : RTE publiées le 7 février 2019

décennies. Au passage précisons que le coût de raccordement au réseau haute tension de l'électricité produite par Oléron qui devait être initialement payé par le promoteur le serait par RÉSEAU DE TRANSPORT D'ÉLECTRICITÉ (RTE) le distributeur étatique, comme cela a été acté par le gouvernement lors des discussions 2018 de la PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DE L'ÉNERGIE (PPE).

Ainsi l'électricité française, l'une des moins chères d'Europe, voit elle inéluctablement ses prix grimper INUTILEMENT, participant sérieusement à la dégradation du POUVOIR D'ACHAT des Français (voir votre facture d'électricité et ses annonces d'augmentations) dans un contexte actuel de réel appauvrissement de la majorité des citoyens français. Ajoutons que depuis 2017, l'éolien est de plus financé par une taxe sur les carburants, ce qui fait également grimper inutilement le prix des carburants !

ALORS POURQUOI GREVER UN PEU PLUS LE POUVOIR D'ACHAT DES FRANÇAIS PAR D'INSUPPORTABLES DÉPENSES INUTILES ?

4) UN PARC INDUSTRIEL ÉOLIEN DESTRUCTEUR AU CŒUR DU PARC NATUREL MARIN D'IMPORTANCE EUROPÉENNE ! UNE INCOHÉRENCE INCROYABLE !

Créé en avril 2015, le Parc Naturel Marin de l'estuaire de la Gironde et des Pertuis Charentais, sur demande de l'Europe, a été décidé à l'unanimité après 10 ans d'études et de consultations de l'Etat, des élus, des associations, des professionnels de la mer et de la population ... C'était le couronnement des efforts de tous pour protéger une zone exceptionnelle d'habitats marins, riche d'une faune et d'une flore marines uniques en Europe, pour 99% en ZONE NATURA 2000 ³, reconnue et renforcée encore plus spécifiquement par une ZONE DE PROTECTION SPÉCIALE (ZPS) au titre de la Directive OISEAUX et par une ZONE SPÉCIALE DE CONSERVATION (ZSC) au titre de la Directive HABITAT.

Soit une RESPONSABILITÉ confiée à la France de conserver un site naturel d'importance européenne ! Et c'est justement là que le promoteur allemand WPD a choisi d'implanter son industrie en lançant des consultations informelles conduisant des élus à faire pression sur l'Etat pour officialiser ce secteur protégé en ZONE PROPICE POUR L'ÉOLIEN, sans étude d'impact préalable. Ces élus n'ont pas de compétence en mer mais bénéficieraient de la taxe éolienne en mer à raison de 50% de 15094 € par MW installé. C'est donc bien ici le promoteur qui choisit le site d'implantation du parc éolien offshore qu'il promeut !

En pleine ZPS, en pleine ZSC, dans un des plus grands couloirs européens de migration des oiseaux et des chauve-souris migratrices ! Là où stationnent en automne, hiver et une partie du printemps, des centaines de milliers d'oiseaux marins européens, cétacés, tortues.

Alors qu'on sait que la construction de ce type de parc industriel détruirait et noierait sous des tonnes de béton des fonds marins aux habitats exceptionnels (ancrage des mâts d'éoliennes, des câblages, du collecteur), tueraient par percussion les oiseaux et chauve-souris, perturberaient gravement pendant la construction de ce parc industriel et pendant son exploitation l'ensemble du vivant non seulement sur les 100 km² de la zone d'emprise mais bien au-delà !

Alors qu'aucun Parc industriel éolien offshore (allemand, anglais, belge, danois, etc ...) n'a été implanté en zone Natura 2000, ZPS et ZSC, en Europe ! Et qu'on ne nous dise pas qu'après la période de perturbation correspondant à la construction des ouvrages, la période d'exploitation fait l'objet d'adaptation de la faune et la flore. Que des récifs artificiels seraient possibles ! Quand les fonds sont détruits par le bétonnage, ils le sont définitivement ! Sans compter le renouvellement des éoliennes et de leurs supports tous les 15 ou 20 ans !

Voir ce qu'est un parc industriel éolien sur le site eolien-oleron.fr, avec son lot d'accidents, de bris de pales, de fuites d'huile, de tonnes de pollutions chimiques par les anodes sacrificielles anti corrosion, de tonnes de détergents chimiques pour nettoyer les mâts et pales etc...

La France méconnaît ici, comme à Dunkerque, les obligations des directives Oiseaux et Habitats, ainsi que sa loi relative à la protection de la biodiversité, qui imposent d'éviter les projets susceptibles de

³ une Zone Natura 2000 est une reconnaissance européenne de la biodiversité et des milieux

porter atteinte aux objectifs de conservation des sites qui ont été notifiés, et au contraire d'en améliorer la biodiversité : c'est le principe Eviter Réduire Compenser qui oblige à l'évitement, en l'occurrence à localiser les parcs éoliens en dehors des sites Natura 2000, principe respecté par les autres Etats Membres.

VERS LA HONTEUSE PREMIÈRE D'UN PARC INDUSTRIEL DANS UN PARC MARIN ZPS ZSC ALORS QUE L'URGENCE DE COMBATTRE L'EFFONDREMENT DE LA BIODIVERSITÉ EST MAINTENANT RECONNUE ?

5) UN PARC INDUSTRIEL ÉOLIEN DESTRUCTEUR DES MILIEUX TERRESTRES DE LA PRESQU'ÎLE D'ARVERT !

Les travaux et ouvrages prévus à terre sont considérables : station d'atterrissage sur la Côte Sauvage, en pleine forêt de la Coubre, une ligne à haute tension de 60 km de long, avec une station intermédiaire de compensation à Saujon, se raccordant au réseau Très Haute Tension à Préguiillac près de Saintes. Il sera trop tard lorsque les élus et populations de la magnifique presqu'île d'Arvert verront les bulldozers défoncer plages, forêts et paysages !

Les élus, les retraités, les touristes, les habitants permanents de la presqu'île, sa population entière, sont évidemment concernés par cette destruction industrielle contraire aux attraits et à l'économie de leur territoire... voir le dossier très explicatif sur le site eolien-oleron.fr.

6) UN PARC INDUSTRIEL ÉOLIEN INTERDIT À LA PÊCHE PROFESSIONNELLE ET À LA PLAISANCE ET DESTRUCTEUR DES FONDS MARINS !

Il n'existe pas de parc éolien offshore en Europe à l'intérieur duquel aient été maintenues des activités de pêche professionnelle ou des activités de navigations et pêches de plaisance. Plus généralement aucune circulation autre que celle des engins de maintenance n'est autorisée dans un parc industriel offshore car les ouvrages réalisés constituent des dangers trop grandes compte tenu des conditions de mer au large. A fortiori dans les lieux prévus, exposés aux fortes et dures houles atlantiques du golfe de Gascogne. On ne peut imaginer le sort d'un bateau pris entre les obstacles des mâts d'éoliennes, non manœuvrant de surcroît comme cela arrive évidemment.

Ces lieux sont pêchés actuellement par la pêche professionnelle et la pêche de loisirs ! Ce projet neutralisera définitivement ces 100 km² et ses abords pour la pêche et les fonds seront détruits et pollués de façon permanente par le bétonnage et les polluants d'exploitation du parc. Localisés dans le panache de la Gironde, ils sont le lieu de reproduction, de nourriceries et d'alimentation de poissons du golfe de Gascogne et c'est le dernier lieu de présence de l'Esturgeon d'Europe, menacé d'extinction et protégé internationalement.

Cette privatisation de très longue durée et cette destruction définitive d'espaces marins exceptionnels sont impensables et inacceptables pour la pêche professionnelle et la pêche de plaisance.

C'EST POURTANT LÀ QUE LE PARC INDUSTRIEL ÉOLIEN EST ENVISAGÉ !

7) UN PARC INDUSTRIEL ÉOLIEN QUI FERAIT L'OBJET D'UNE JURIDICTION D'EXCEPTION ! PLUS GÉNÉRALEMENT DE PRATIQUES ANTI -DEMOCRATIQUES !

L'éolien en France fait l'objet de pratiques et de procédures scandaleuses qui sont de plus en plus dénoncées, voir à ce sujet, le moratoire sur l'éolien terrestre demandé par le Département de Charente Maritime suite notamment au non-respect des droits et responsabilités des élus et de la population. C'est le promoteur qui choisit les lieux d'implantation (de quel droit ?) et qui négocie avec le propriétaire du foncier l'acquisition ou la location du terrain. Quelles que soient la nature des lieux et ses protections réglementaires, ensuite vient, positive ou négative, l'autorisation préfectorale.

Pour l'éolien terrestre et marin les trois niveaux de juridiction étaient offerts à ceux qui contestaient une implantation : le Tribunal Administratif, puis la Cour d'Appel Administrative puis le Conseil d'Etat si les parties le souhaitent. C'est conforme à l'Organisation Judiciaire et à la Constitution Française. Un décret du 10 janvier 2016 modifiant le code de la justice administrative a supprimé l'étape des

tribunaux administratifs dans les procédures de recours contre les projets éoliens en mer (le décret de décembre 2018 en a fait de même pour l'éolien terrestre), bafouant ainsi les droits des justiciables. Plus fort et plus grave, ce décret attribue à compter du 1^{er} février 2016 à la seule Cour Administrative d'Appel de Nantes, la compétence EN PREMIER et DERNIER ressort des recours dirigés contre les énergies renouvelables en mer. Ce qui signifie qu'on a établi une JURIDICTION D'EXCEPTION contraire aux droits des français au prétexte d'empêcher les recours abusifs. Mais qui est en droit de poser qu'un recours est abusif ? L'Etat, à coup sûr non, à plus forte raison contre les droits des administrés, des populations ! Qui ont droit de défendre ce qui leur paraît juste et d'exercer les recours de leur choix. **IMPENSABLE ET INADMISSIBLE DANS UN ÉTAT DE DROIT QUE CE PASSE-DROIT ACCORDÉ À L'ÉOLIEN MARIN ? ANTICONSTITUTIONNEL ?**

On voit donc les raisons principales qui motivent l'opposition des signataires de la présente déclaration au Parc industriel éolien d'Oléron. Ils sont étroitement en ligne avec les écrits du 8 juillet 2015, de Monsieur Olivier Laroussinie, Directeur de l'Agence des Aires Marines Protégées qui écrivait à Madame la Préfète de Charente Maritime, ce qui suit :

« Vous pourrez trouver ci-joint une note complétant celle transmise à vos services au mois de février dernier. Elle permet de mettre en évidence l'importance des enjeux environnementaux présents au large d'Oléron, au regard des enjeux de la façade atlantique et des impacts potentiels d'un parc éolien offshore dans ce secteur.

Dans un contexte où il apparaît plus que nécessaire de mieux prendre en compte les enjeux environnementaux, en amont de la définition même des projets et en impliquant une réflexion sur leur lieu même d'implantation (mise en œuvre de la doctrine éviter-réduire-compenser), et ce de manière à répondre aux engagements de l'Etat en terme de prise en compte de la biodiversité dans les projets d'aménagement, mais aussi dans le cadre d'une démarche d'évaluation environnementale, la remontée d'une telle zone propice compte tenu des enjeux en présence n'apparaît pas appropriée. »
On ne saurait être plus clair.

INUTILE car producteur d'une électricité que nous avons en excès, **EXTRÊMEMENT COÛTEUX POUR NOTRE POUVOIR D'ACHAT, NE SERVANT AUCUNEMENT L'URGENCE CLIMATIQUE, DESTRUCTEURS D'ESPACES NATURELS MARINS D'ENJEUX INTERNATIONAUX, DESTRUCTEURS D'ESPACES NATURELS TERRESTRES EXCEPTIONNELS, DESTRUCTEURS DE LIEUX DE PÊCHES PROFESSIONNELLES ET DE PLAISANCE, OBJET DE PROCÉDURES ANTIDÉMOCRATIQUES,**

Notre opposition au Parc industriel éolien offshore d'Oléron est totalement fondée⁴...

⁴ Plus d'informations disponibles sur le site eolien-oleron.fr.

Signataires :

A La Rochelle, le 10 Avril 2019

Dominique CHEVILLON

Vice-Président LPO France
Vice-Président du Parc Naturel marin de l'estuaire de la Gironde et des pertuis Charentais



Madame Marie BASCLE

Maire des Mathes



Monsieur Jean-Pierre CARON

1^{er} adjoint des Mathes



Johnny WAHL

Vice-Président du Comité Régional de la Pêche
Vice-Président du Parc Naturel Marin



Pierrick MARION

Administrateur Nature Environnement 17



Pierre LE GALL

Universitaire, Biologiste marin
Membre du Bureau du Parc Naturel Marin



Monique HYVERNAUD

Présidente de Nature en Pays d'Arvert
Membre du Conseil de Gestion du Parc Naturel Marin



Bernard DURAND

Ancien Directeur de la division géologie-géochimie de l'Institut du pétrole et des énergies nouvelles
Porte-parole du collectif NEMO (Non à l'Eolien industriel en Mer au large d'Oléron)



Dominique BRUCHET
Président de STOP ÉOLIEN 17



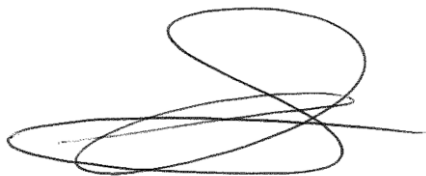
Catherine LAISNE
Présidente de Sauvons le Littoral Ronçois



Christine MALBOSC
Vice-Présidente de Ré Nature Environnement



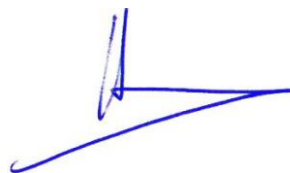
Christopher COUTANCEAU
Restaurateur engagé



Sophie HUBERSON
Vice-Présidente Estuaire pour tous
Administratrice Nature Environnement 17
Bénévole LPO



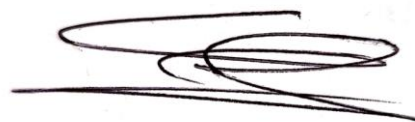
Jacques BOULMER
Président de Demain les Mathes



Bruno TOISON
Administrateur Nature Environnement 17



Claude CHARLES
Président Association Marais Doux La Tremblade
Conseiller municipal La Tremblade



Gérard FRIGAUX
Trésorier Ré Nature Environnement
Membre du Conseil de Gestion du Parc Naturel
Marin
Administrateur Nature Environnement 17



Jean-Pierre BOISNARD
Trésorier Nature en Pays d'Arvert

